

Inégalité des territoires et redistribution

LE MONDE | 12.11.2013 à 16h38 • Mis à jour le 13.11.2013 à 17h50 |

Laurent Davezies (économiste et urbaniste au Conservatoire national des arts et métiers)



Paris, Lyon, Toulouse, Rennes, Nantes et Bordeaux avec 29 % de la population du pays, concourent à 41 % du PIB tout en disposant de 34 % du revenu des ménages (Toulouse-Blagnac). ERIC CABANIS/AFP

Dans le cadre des dernières lois de décentralisation, la « métropole » devient une réalité institutionnelle. Et elle est présentée comme le joker territorial de la croissance.

Cette idée, qui fait gronder les villes et les campagnes, s'oppose-t-elle au concept traditionnel et fortement réaffirmé d'égalité des territoires ? Non. Car nos métropoles sont également le moteur des solidarités entre les territoires. Leur mettre un turbo, c'est préserver ces solidarités.

Quelques chiffres. Six métropoles françaises – Paris, Lyon, Toulouse, Rennes, Nantes et Bordeaux – accroissent leur contribution relative au produit intérieur brut (PIB) français depuis vingt-cinq ans et créent plus de richesses qu'elles ne bénéficient de revenu.

SIX MÉTROPOLES FRANÇAISES CONCOURENT À 41 % DU PIB

Ainsi, avec 29 % de la population du pays, ces ensembles urbains concourent à 41 % du PIB tout en disposant de 34 % du revenu des ménages. La différence, de l'ordre de 50 milliards d'euros en 2008 – soit près de trois points de PIB –, va pour l'essentiel alimenter les « caisses » du reste du pays. Sont ainsi « transférés » 18 % du revenu de nos six

ensembles urbains, pour augmenter de 9 % celui du reste de la France.

Ces six métropoles ne savent pas ce qu'est le déficit budgétaire, pourtant une de nos plus grosses préoccupations actuelles : elles contribuent en effet plus aux budgets publics et sociaux qu'elles n'en bénéficient.

De leur santé économique dépend celle du reste du pays. Pourtant, dans les décennies passées, nos métropoles étaient les grandes oubliées de la politique d'aménager le territoire – du moins jusqu'à l'initiative de l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, sur le Grand Paris.

Leur dynamisme était bridé. Et depuis deux décennies, l'emploi y progressait plus lentement que dans le reste de la France, qui bénéficiait, lui, de transferts publics et privés de revenus.

L'IMPACT DE LA CRISE

Avec la crise, tout s'est inversé. Entre 2008 et 2012, la France a perdu 220 000 emplois salariés.

L'emploi ne progresse aujourd'hui que dans une dizaine de nos plus grandes villes, où la transition avec les industries traditionnelles est pratiquement achevée et où se concentrent et se développent les industries modernes, celles de demain.

Dans la bataille pour la croissance et le maintien de notre modèle solidaire et social, c'est d'abord là qu'on lutte et que l'on gagne.

Des métropoles affaiblies, au nom de l'égalité « des » territoires, signeraient une défaite générale. Ce principe est certes plaisant, mais il est abstrait, voire conceptuellement fumeux. L'égalité « par » les territoires, et d'abord par nos métropoles, est en revanche une réalité et une méthode.

Laurent Davezies (économiste et urbaniste au Conservatoire national des arts et métiers)
